

LES INÉGALITÉS SOCIO-TERRITORIALES AUX ORIGINES DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE : DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT, ENJEUX POUR LA RECHERCHE

La révolution du 14 janvier a fait voler en éclats l'image d'Epinal dont bénéficiait la Tunisie jusque-là : modèle de réussite économique, de progrès social et de stabilité politique, une image savamment entretenue par le pouvoir en place et par ses soutiens internationaux !

Nul doute en tout cas que les bouleversements en cours, la force et la rapidité de leur irruption et de leur propagation à l'échelle du monde arabe contribuent non seulement à remettre en cause les modèles de développement qui ont guidé l'action des Etats et les politiques publiques dans la région, mais aussi à réinterroger certains schémas intellectuels qui ont dominé l'analyse des dynamiques socioéconomiques et politiques des pays de la région.

A posteriori, Il est bien sûr aisé de déceler dans les vives tensions et les graves conflits qu'a connus la Tunisie au cours de la période récente (révolte du bassin minier de Redeyef en 2008, grèves sauvages et occupations d'usines, conflits pour l'eau et la terre, etc.) les signes annonciateurs de l'explosion sociale et populaire qui a conduit à la chute du régime. Mais ce regard rétrospectif sur les causes profondes de la Révolution tunisienne est désormais plus que nécessaire. Parmi celles-ci, l'aggravation des phénomènes d'exclusion sociale et les disparités territoriales croissantes qui ont accompagné les processus de développement, surtout depuis les deux dernières décennies, figurent au premier plan.

Des orientations de développement génératrices de sous-emploi et de chômage pour les jeunes diplômés

En effet, malgré une croissance soutenue au cours des années 1990 et une tendance à la diversification de l'économie (tertiarisation), la Tunisie fait face aujourd'hui à une crise majeure du secteur de l'emploi, accentuée par l'arrivée massive de jeunes diplômés, y compris une large proportion de femmes, sur le marché du travail. Ayant basé sa stratégie d'industrialisation sur le développement des entreprises exportatrices intensives en main-d'œuvre, la Tunisie a subi de plein fouet les répercussions de la conjoncture internationale liée à l'exacerbation des concurrences à l'échelle mondiale, avec pour conséquence, la disparition de milliers d'emplois industriels. L'économie tunisienne est restée largement dominée par des activités à faible valeur ajoutée, nécessitant un niveau de qualification peu élevé, et a continué de baser sa compétitivité

sur la compression des coûts de la main d'œuvre, obtenue grâce à la mise au pas du syndicat. Ainsi, le développement de secteurs d'activités susceptibles d'absorber les jeunes diplômés, qui constituent aujourd'hui 60 % des nouveaux arrivants sur le marché du travail, est resté extrêmement limité (Banque Mondiale, 2011). Cette situation, ajoutée à la régression de l'emploi public et au problème de l'inadéquation entre emploi-formation, explique le taux de chômage élevé chez les jeunes diplômés et la montée des frustrations au sein de cette catégorie de population.



© Martine Hérin.

L'aggravation des inégalités régionales

Par ailleurs, une des caractéristiques majeures du développement en Tunisie est l'aggravation des inégalités régionales qui s'exprime notamment dans le double phénomène de métropolisation et de concentration des activités dans les régions littorales, situées à l'Est du pays (Belhedi 1999), deux phénomènes qui n'ont fait que se renforcer avec l'extraversion croissante de l'économie. Le Nord-ouest de la Tunisie, mais surtout le Centre Ouest, où se sont déclenchées les révoltes populaires récentes, ainsi que le Sud, ont de manière générale peu profité des fruits de la croissance économique. Et au-delà des indicateurs globaux illustrant les performances du développement économique et humain en Tunisie, d'importantes inégalités persistent, voire s'aggravent, entre d'une part les régions intérieures et les zones littorales, d'autre part entre les zones rurales et les zones urbaines. Ces inégalités persistantes sont attestées par les principaux indicateurs de développement humain (conditions de vie, santé, éducation, emploi). Selon des chiffres rectifiés et publiés récemment par l'Office National de la Jeunesse, le taux de chômage parmi les jeunes (de 18-29 ans) est de 35 % dans la région du Centre Ouest, de 45 % dans le Nord-Ouest et de 50 % dans le Sud-Ouest, contre 26 % dans la région du centre Est et 30 % dans le Grand Tunis. Ce

sont aussi les régions de l'Ouest de la Tunisie qui affichent les taux de pauvreté les plus élevées. L'enquête de l'INS (2005) sur la consommation et le niveau de vie des ménages classe les régions du Centre-Ouest et du Sud-Ouest comme les plus pauvres du pays avec un taux de pauvreté respectivement de 12,8 % et 5,5 % pour une moyenne au niveau national de 3,8 %.

Marginalisation de l'agriculture dans les politiques d'aménagement du territoire

Les politiques d'aménagement du territoire mises en place de manière tardive, à la fin des années 80, dans l'objectif de corriger les disparités régionales, ainsi que les mesures incitatives pour favoriser l'implantation d'activités industrielles dans les zones rurales, se sont révélées peu efficaces en matière de création d'emplois pour les habitants des régions rurales ; alors que la part de l'agriculture dans les revenus des ménages ruraux n'a cessé de régresser. Aujourd'hui l'agriculture ne contribue plus qu'à hauteur de 13 % au PIB et n'emploie plus que 16 % de la population active (contre 19 % pour l'industrie et 50 % pour les services). Cette régression apparaît comme une conséquence directe des processus d'ajustements structurels engagés dès la fin des années 80, du modèle d'insertion de l'économie et de l'agriculture tunisienne dans la mondialisation, qui s'est basé de manière importante sur la valorisation de ses avantages comparatifs et le développement des exportations.

Dans ce contexte, la réallocation des ressources en faveur du secteur des grandes exploitations privées, la profonde transformation des conditions de l'activité agricole, notamment des conditions d'accès à la terre, à l'eau et au crédit, la hausse des coûts de production, l'endettement accru, mais aussi la dégradation des terres, contribuent à la marginalisation accélérée, voire à l'exclusion des petits agriculteurs, surtout dans le secteur de l'agriculture en sec. Aujourd'hui, une fraction importante des petites exploitations, dont le nombre n'a cessé d'augmenter en lien avec le morcellement des terres, n'est plus en mesure d'assurer la survie des ménages. Elles deviennent principalement des espaces refuge pour les membres de la famille, y compris pour les jeunes ruraux diplômés au chômage, ce qui ne fait qu'augmenter la pression sur les revenus familiaux et exacerber les frustrations. Dans ces conditions, les stratégies de survie des populations défavorisées se sont appuyées de plus en plus sur le développement d'activités informelles, voire illégales (petit

commerce), en particulier dans les zones transfrontalières (Algérie, Libye). Un rapport de la Banque Mondiale évalue la contribution du secteur informel à 38,4% du PIB et d'autres études estiment sa part à 40% dans la création de l'emploi non agricole.

Pour un renouveau des études du développement

Aujourd'hui, la question sociale, en particulier l'emploi, et celle du développement régional pèsent fortement sur les termes du débat politique en Tunisie et sur l'agenda de la transition. Dans un discours prononcé il y a quelques jours, l'actuel premier ministre a réaffirmé ces deux priorités et a annoncé une réorientation des choix budgétaires en faveur de la création d'emploi et du développement régional. De ce point de vue la Révolution tunisienne, qui apparaît comme la conséquence majeure de l'échec des politiques de libéralisation et des stratégies d'insertion à l'économie mondiale, ouvre sans aucun doute une étape nouvelle dans la réflexion sur les modèles de développement, et notamment sur la place du monde rural et de l'agriculture dans l'élaboration des modèles à venir. Cependant, le diagnostic présenté récemment par le Ministère du

développement régional attribuant les difficultés du secteur agricole au maintien d'un secteur « traditionnel » en sec, pose d'ores et déjà la question des bases sociales du développement et des formes d'inscription de la Tunisie dans la mondialisation.

La période de bouleversement ouverte par la Révolution tunisienne et l'urgence des réponses à apporter à l'explosion des demandes sociales interpellent les chercheurs en sciences sociales. Leur responsabilité est fortement engagée et leur participation au débat sur les choix de société et les options en matière de développement est plus que jamais nécessaire. Alors que les études du développement sont tombées en désuétude depuis les années 1980 et qu'elles ont eu tendance à s'inscrire dans une approche économiciste des problématiques de l'intégration au processus de mondialisation, il apparaît plus qu'indispensable de réinscrire les questions du développement dans des approches holistes et interdisciplinaires du changement social. C'est dans cette perspective globale du développement, considéré dans son caractère sociétal (Comélieu, 1993) et non pas seulement dans ses dimensions économiques qu'il convient en particulier d'intégrer

l'approche des questions de l'exclusion sociale et de la pauvreté, le plus souvent réduites au traitement des coûts sociaux des réformes économiques. La renouvellement nos cadres d'analyse doit non seulement permettre de dépasser les cloisonnements disciplinaires qui ont caractérisé les recherches sur les pays du sud de la Méditerranée et du monde arabe, mais aussi les schémas binaires (Nord/Sud) dans lesquelles se sont inscrites assez largement les recherches en sciences sociales.

Alia GANA

Sociologue, CNRS/LADYSS, Paris

Références

Banque Mondiale. 5 janv. 2011 La croissance de l'économie tunisienne, une source d'emplois, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/PAYSEXTN/MENAINFR/ENCHEXT/TUNISIAINFRENCHEXTN/>.
 Belhedi Amor, 1999, « Les disparités spatiales en Tunisie : État des lieux et enjeux », Revue *Méditerranée*, n° 1-2, 63-72.
 Comélieu Christian, 1993, « Pour un renouveau de l'étude du développement », in *Tiers-Monde*, tome 34, n° 135. La réhabilitation de la demande (sous la direction de Jean-Marc Fontaine), 687-701.

EXODE ET MIGRATIONS EN TUNISIE : QUAND LA SOCIÉTÉ CIVILE SE RÉVEILLE

Au moment où l'Union Européenne s'alarme de l'arrivée de quelques milliers de jeunes tunisiens sur les côtes italiennes et déploie une « mission Frontex » pour combattre l'afflux de ces migrants économiques, la Tunisie accueille à bras ouverts plus de cent mille réfugiés de Libye en une dizaine de jours. C'est une situation exceptionnelle dans ce pays qui rappelle l'invasion italienne de la Libye, un siècle plus tôt, et l'exode massif qu'elle a engendré vers les pays frères voisins.

L'affaiblissement des institutions et les difficultés que rencontre la Tunisie pour dessiner un nouvel horizon politique ne l'ont pas empêchée de faire face avec efficacité et respect pour la dignité des personnes, à l'afflux massif de migrants originaires des quatre coins du monde, fuyant les violences du régime de Kadhafi.

Durant plus de dix jours, tandis que l'aide internationale tardait à arriver, la société tunisienne s'est mobilisée au niveau local d'abord, dans les régions de Ben Gardane et de Tataouine, pour apporter secours et assistance aux nouveaux arrivants. Tandis que l'armée organisait le premier camp de réfugiés, les habitants des villages alentours ont amené spontanément de quoi nourrir et installer temporairement tant bien que mal ces étrangers sur place. Certains proposaient leurs véhicules pour conduire les arrivants de la frontière aux camps de Ras Jdir et de Choucha. Cet élan a rapidement été relayé dans tout le pays.

Nous avons été témoins de cette mobilisation massive sur les quelques 400 km de route qui nous ont conduit de Sousse à la frontière libyenne; dans la nuit du 4 au 5 mars, où nous avons croisé ou doublé une

suite ininterrompue de voitures personnelles, de camionnettes et même de semi-remorques transportant des produits et matériels de première nécessité, répondant ainsi aux appels diffusés par les médias. A côté du Croissant rouge tunisien, des collectifs de solidarité ont émergé un peu partout dans le pays, au sein des entreprises, des quartiers, des écoles, des universités, des mosquées ou entre amis. Ils apportent non seulement des médicaments, des vivres et des couvertures mais ont également conduit de nombreux volontaires de différentes professions (médecins, infirmiers, étudiants en médecine, ingénieurs, secouristes...) ou de simples citoyens venus dans le seul but, parfois, de ramasser simplement les déchets qui s'accumulent. Ces véhicules arborent fièrement le drapeau tunisien devenu, après la Révolution, symbole de l'union, de la liberté retrouvée et de la force de tout un peuple. Des responsables du HCR, pourtant rompus à ce type de situations, nous disaient être impressionnés par la capacité déployée par les habitants de ce petit pays pour gérer une telle crise humanitaire.

Cette forte mobilisation ne peut être comprise comme le seul fait d'un quelconque panarabisme. Si la solidarité avec le peuple libyen et sa révolution sont clairement revendiquées par les Tunisiens, le soutien apporté ne s'établit pas sur la base de critères communautaires ou religieux.



© Le Monde.fr avec AFP, 23 février 2011.